

Unité départementale de la Marne
DREAL Grand Est
Unité départementale de la Marne
Parc technologique Henri Farman
10, rue Clément Ader BP177
51 685 REIMS cedex 02

Reims, le 09/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



VIVESCIA

54 Grande Rue

51300 PRINGY

Références : SM1 D1 i 2022 98

Pièces jointes : /

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2022 dans l'établissement VIVESCIA implanté 54 Grande Rue 51300 PRINGY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre d'une action menée au niveau régional. Elle avait pour objet de suivre les échéances de l'inspection réalisée sur le site de Pringy le 23 juillet 2021, à la suite de laquelle l'exploitant avait été mis en demeure de mettre en oeuvre des actions correctives afin d'assurer le bon fonctionnement des sondes thermométriques et d'assurer une ressource en eau suffisante sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIVESCIA
- 54 Grande Rue 51300 PRINGY
- Code AIOT dans GUN : 0005701733
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non

Le site Vivescia de Pringy comprend un silo de collecte et un silo de report. Il fait partie d'un complexe comprenant également des unités de production Kalizea et Malteurop.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Suivi des échéances de la visite d'inspection réalisée le 23 juillet 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Thermométrie	AP de Mise en Demeure du 23/08/2021, article 2	/	/
Ressource en eau	AP de Mise en Demeure du 23/08/2021, article 4	/	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure sont respectées :

- les sondes thermométriques ont été réparées ;
- la réserve d'eau supplémentaire a été implantée selon les recommandations du SDIS.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Thermométrie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/08/2021, article 2
<p>Prescription contrôlée : « L'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires afin d'assurer le bon fonctionnement des sondes thermométriques, conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié et par l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2007.A.106.IC du 24 octobre 2007 susvisés.</p> <p>Article 14 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 : « La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. »</p> <p>Article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2007.A.106.IC du 24 octobre 2007 : « La température des produits sera contrôlée par un système de thermosondes »</p>
<p>Constats : Lors de la visite, les températures de chaque sonde des silos de collecte et de report ont été visualisées sur écran. Les températures s'affichaient correctement pour toutes les sondes à l'exception de la sonde S241 du silo de report pour laquelle la valeur de la température affichée était de 0° pour tous les capteurs de la sonde. L'exploitant a justifié a posteriori la réparation de la sonde.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans suite

Nom du point de contrôle : Ressource en eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/08/2021, article 4	
Prescription contrôlée :	
L'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires afin d'assurer la ressource en eau suffisante sur le site, conformément à l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2007 susvisé. Pour l'ensemble du complexe (Malteurop, Champagne Maïs, et Champagne Céréales), 3 poteaux assurant chacun un débit de 60 m ³ /h et un débit simultané de 180 m ³ /h seront mobilisables.	
Constats	:
L'exploitant présente un courrier du SDIS daté du 13/12/2021 validant le projet d'implantation d'une nouvelle réserve incendie et un devis de l'entreprise Girard daté du 18 janvier correspondant aux travaux de terrassement liés à l'installation de la réserve incendie qui doit être récupérée sur un autre site Vivescia dont la mise en oeuvre est prévue pour la fin du mois de février 2022. L'exploitant a justifié a posteriori l'implantation de la réserve.	
Type de suites proposées : sans suite	
Proposition de suites : sans suite	